

# Allons encore plus loin dans les réformes !

[lesechos.fr/idees-debats/cercle/0302282216317-allons-encore-plus-loin-dans-les-reformes-2207663.php](https://lesechos.fr/idees-debats/cercle/0302282216317-allons-encore-plus-loin-dans-les-reformes-2207663.php)

24 septembre 2018

±

03 minutes

[Patrick Artus](#) / Chef économiste et membre du comité exécutif de Natixis Le 24/09 à 07:01

[Partager par mail](#) [Imprimer](#)

## LesEchos.fr

### La politique économique du gouvernement devient difficile à lire. Il faut faire des choix plus radicaux et convaincre les Français d'attendre que les réformes produisent leurs effets.

On peut s'inquiéter aujourd'hui en France de différents choix de politique économique qui ont été faits. La politique fiscale est assez désordonnée avec la baisse de nombreux impôts (impôts sur les profits, taxe d'habitation, ISF, flat tax sur les revenus du capital, cotisations sociales sur les bas salaires), et la hausse de nombreux autres impôts (fiscalité énergétique, CSG, tabac), sans réflexion générale sur la structure de la fiscalité. En particulier, il aurait été efficace de concentrer les baisses d'impôts sur ceux qui ont un effet important sur l'emploi.

Des transferts de revenus à somme nulle (on prend aux uns ce qui est donné aux autres) sont réalisés entre catégories de la population (entre retraités et actifs, par exemple, avec la baisse du pouvoir d'achat des retraités et la baisse des cotisations sociales sur les heures supplémentaires) sans justification théorique claire. Il s'agit probablement de la volonté de distribuer rapidement du pouvoir d'achat aux actifs, mais tant que les réformes n'ont pas accru la productivité et le revenu national, il n'y a pas de revenu à distribuer, et on ne peut que taxer les uns pour favoriser les autres. Pourquoi ne pas être patient et attendre que les réformes aient produit des résultats ?

On observe aussi que des effets incitatifs pervers sont ignorés : la suppression des cotisations sociales des salariés sur les heures supplémentaires va inciter à utiliser les heures supplémentaires et non la création de nouveaux emplois, donc va empêcher qu'il y ait réduction du taux de chômage structurel.

Enfin, pour respecter les engagements de la France, il va falloir réduire les déficits publics et les dépenses publiques. La construction du budget de 2019 montre que cela se fait par la baisse de certaines dépenses publiques sans programme d'ensemble de réforme de l'Etat et de réflexion sur le rôle de l'Etat. Pourtant, le besoin de réduction des dépenses publiques étant très important (100 milliards d'euros probablement), cette réflexion sur le périmètre étatique devra être menée.

Enfin, certaines réformes ne vont pas très loin. La réforme du marché du travail n'a pas beaucoup accru le rôle des négociations d'entreprise ; la réforme de la formation et de

l'apprentissage va dans la bonne direction, mais en préservant quand même le rôle de l'Education nationale, des régions ; la nature des contrats de travail a peu changé.

Cette insatisfaction pousse à se demander ce que seraient de véritables réformes en France. On peut en donner quelques exemples.

On pourrait changer complètement le rôle des syndicats, en supprimant le paritarisme et en renforçant leur rôle dans les entreprises de manière décentralisée.

On pourrait décider de mettre en place, de décentraliser au niveau de l'entreprise, les négociations concernant le marché du travail et plus au niveau de la branche (qui conserve de fait un rôle central, avec en réalité la poursuite de l'extension à toutes les entreprises des accords de branche).

On pourrait aussi décider de réduire le périmètre de l'Etat (ce qu'il faut faire intelligemment en regardant les efficacités relatives de l'Etat et du secteur privé) et non de réduire marginalement certaines dépenses publiques.

Enfin, on pourrait concentrer notre politique économique sur un objectif central : faire monter le taux d'emploi (la proportion des Français en âge de travailler qui ont un emploi est de 65 % en France, entre 75 % et 80 % dans la plupart des autres pays de l'OCDE) en accentuant la baisse des cotisations sociales des entreprises et en travaillant sur le redressement des compétences de la population active.

On a donc malheureusement le sentiment aujourd'hui que la politique économique de la France est inefficace parce qu'elle est trop brouillonne, pas assez ciblée autour d'objectifs centraux, pas assez radicale et pas assez patiente.

On aimerait aussi que soit passé aux Français le message qu'il faut attendre patiemment que les réformes aient eu des effets, au lieu de réclamer à court terme une progression, impossible à donner à tous, du pouvoir d'achat.

Patrick Artus est chef économiste et membre du comité exécutif de Natixis.